

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1963-1964.

19 MARS 1964.

PROJET DE LOI relatif à la durée du travail dans les secteurs publics et privés de l'économie nationale.

PROJET TRANSMIS PAR LA
PAR LA CHAMBRE DES REPRESENTANTS.

CHAPITRE I^{er}.

Champ d'application.

Article premier.

La présente loi s'applique aux travailleurs et aux employeurs.

Pour l'application de la présente loi, sont assimilées :

1° aux travailleurs : les personnes qui, autrement qu'en vertu d'un contrat de louage de travail, fournissent des prestations de travail sous l'autorité d'une autre personne;

2° aux employeurs : les personnes qui occupent les personnes visées au 1°.

Art. 2.

La présente loi ne s'applique pas :

1° aux personnes occupées par l'Etat, les provinces, les communes, les établissements publics qui en dépendent et les organismes d'intérêt public, sauf si elles sont occupées par des établissements exerçant une activité industrielle ou commerciale, ou par des établissements dispensant des soins de santé, de prophylaxie ou d'hygiène;

R.A 6661.

Voir :

Documents de la Chambre des Représentants :
476 (1962-1963) :

- N° 1 : Projet de loi.
- Nos 2 à 11 : Amendements.
- N° 12 : Rapport.
- Nos 13 à 15 : Amendements.

Annales de la Chambre des Représentants :
18 et 19 mars 1964.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1963-1964.

19 MAART 1964.

ONTWERP VAN WET betreffende de arbeidsduur in de openbare en particuliere sectoren van 's lands bedrijfsleven

ONTWERP OVERGEZONDEN DOOR DE KAMER
VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS.

HOOFDSTUK I.

Toepassingsgebied.

Eerste artikel.

Deze wet is van toepassing op de werknemers en op de werkgevers.

Voor de toepassing van deze wet worden gelijkgesteld :

1° met werknemers : de personen die, anders dan krachtens een arbeidsovereenkomst, arbeid verrichten onder het gezag van een ander persoon;

2° met werkgevers : de personen die de onder 1° genoemde personen te werk stellen.

Art. 2.

Deze wet is niet van toepassing op :

1° de personen tewerkgesteld door het Rijk, de provincien, de gemeenten, de openbare instellingen die er onder ressorteren en de instellingen van openbaar nut, behoudens indien zij tewerkgesteld zijn door instellingen die een industriële of commerciële activiteit uitoefenen, of door instellingen die geneeskundige, profylactische of hygiënische verzorging verlenen;

R.A 6661.

Zie :

Gedrukte Stukken van de Kamer van Volksvertegenwoordigers :
476 (1962-1963) :

- N° 1 : Wetsontwerp.
- N°s 2 tot 11 : Amendementen.
- N° 12 : Verslag.
- N°s 13 tot 15 : Amendementen.

Handelingen van de Kamer van Volksvertegenwoordigers :
18 en 19 maart 1964.

2° aux personnes désignées par le Roi comme investies d'un poste de direction ou de confiance;

3° aux personnes liées par un contrat de travail domestique;

4° aux personnes liées par un contrat de travail à domicile;

5° aux représentants de commerce;

6° aux personnes occupées dans une entreprise familiale où ne travaillent habituellement que des parents, des alliés ou des pupilles, sous l'autorité exclusive du père, de la mère ou du tuteur;

7° aux personnes occupées dans une entreprise foraine;

8° au personnel navigant des entreprises de pêche et au personnel navigant occupé à des travaux de transport par air;

9° aux docteurs en médecine, dentistes, pharmaciens et étudiants stagiaires se préparant à l'exercice de ces professions.

Art. 3.

Le Roi peut, sur proposition des commissions paritaires compétentes et après avis du Conseil national du Travail, ou à défaut de commission paritaire, sur proposition du Conseil national du Travail :

1° rendre obligatoires soit purement et simplement, soit moyennant certaines adaptations, les dispositions de la loi aux personnes visées à l'article 2;

2° exclure soit purement et simplement, soit moyennant certaines modalités, de l'application des dispositions de la loi, les personnes auxquelles elles s'appliquent.

La commission paritaire ou le Conseil national du Travail ne délibèrent valablement sur la proposition que si la moitié des membres représentant les employeurs et la moitié des membres représentant les travailleurs sont présents.

La proposition doit être adoptée à l'unanimité des membres présents.

Les présidents, vice-présidents, conseillers, référendaires et secrétaires n'ont pas voix délibérative, à l'exception des vice-présidents du Conseil national du Travail.

CHAPITRE II.

Durée du travail.

SECTION 1. — Principes généraux.

Art. 4.

La durée du travail des travailleurs soumis à la présente loi, ne peut excéder huit heures par jour ni quarante-cinq heures par semaine.

On entend par durée du travail le temps pendant lequel le personnel est à la disposition de l'employeur.

A la demande de la commission paritaire compétente, le Roi peut déterminer le temps pendant lequel le personnel est à la disposition de l'employeur, en ce qui concerne :

1° les entreprises de transport;

2° les travailleurs occupés à des travaux de transport;

3° les travailleurs occupés à des travaux essentiellement intermittents.

2° de personen door de Koning aangeduid als zijnde bekleed met een leidende functie of met een vertrouwenspost;

3° de personen die verbonden zijn krachtens een arbeids-overeenkomst voor dienstboden;

4° de personen die verbonden zijn krachtens een arbeids-overeenkomst voor huisarbeiders;

5° de handelsvertegenwoordigers;

6° de personen die werkzaam zijn in een familieonderneming, waar gewoonlijk alleen bloedverwanten, aanverwanten of pleegkinderen arbeid verrichten onder het uitsluitend gezag van de vader, de moeder of de voogd;

7° de personen tewerkgesteld in een foeronderneming;

8° het varend personeel van de visserijbedrijven en het varend personeel tewerkgesteld aan werken van vervoer in de lucht;

9° de doctors in geneeskunde, tandartsen, apothekers en de studenten-stagiairs die zich voorbereiden op de uitoefening van die beroepen.

Art. 3.

De Koning kan op voorstel van de bevoegde paritaire comités en na advies van de Nationale Arbeidsraad of, bij ontstentenis van paritair comité, op voorstel van de Nationale Arbeidsraad :

1° de bepalingen van de wet hetzij zonder meer, hetzij met sommige aanpassingen, algemeen bindend verklaren voor de in artikel 2 bedoelde personen;

2° de personen op wie zij van toepassing is hetzij zonder meer, hetzij mits bepaalde regelen uit haar toepassingsgebied sluiten.

Het paritair comité of de Nationale Arbeidsraad kunnen over het voorstel slechts geldig beraadslagen indien de helft der leden die de werkgevers en de helft der leden die de werknemers vertegenwoordigen, aanwezig zijn.

Het voorstel moet eenparig door de aanwezige leden worden aangenomen.

De voorzitters, ondervoorzitters, adviseurs, referendarissen en secretarissen zijn niet stemgerechtigd, met uitzondering van de ondervoorzitters van de Nationale Arbeidsraad.

HOOFDSTUK II.

Arbeidsduur.

AFDELING 1. — Algemene beginselen.

Art. 4.

De arbeidsduur voor de werknemers die onder deze wet vallen, mag niet meer belopen dan acht uren per dag of vijfenveertig uren per week.

Onder arbeidsduur wordt verstaan de tijd gedurende welke het personeel ter beschikking is van de werkgever.

Op verzoek van het bevoegde paritair comité, kan de Koning de tijd bepalen gedurende welke het personeel ter beschikking van de werkgever is, ten aanzien van :

1° de vervoerondernemingen;

2° de werknemers tewerkgesteld aan vervoerwerken;

3° de werknemers tewerkgesteld aan werken die hoofdzakelijk bij tussenpozen worden verricht.

En ce qui concerne les travailleurs des entreprises de navigation maritime et des entreprises de batellerie, le Roi peut déterminer, sur proposition de la commission paritaire compétente, les modalités d'application des dispositions prévues au premier alinéa.

La durée du travail des travailleurs occupés dans les mines, minières et carrières, comprend le temps normalement nécessaire pour descendre ou monter au lieu de travail et pour en remonter ou en redescendre.

Art. 5.

La journée de travail est comprise entre six et vingt heures.

SECTION 2. — Dérogations.

1° Dérogations ne nécessitant pas d'autorisation.

Art. 6.

§ 1^{er}. La limite quotidienne de la durée du travail peut être portée à neuf heures lorsque le régime de travail comporte par semaine un demi-jour, un jour ou plus d'un jour de repos autre que le dimanche.

§ 2. Elle peut être portée à dix heures pour les travailleurs qui, en raison de l'éloignement du lieu de travail, ne peuvent pas rejoindre chaque jour leur domicile ou lieu de résidence.

On entend par travailleurs qui ne peuvent rejoindre chaque jour leur domicile ou lieu de résidence, ceux qui doivent s'en absenter pendant plus de quatorze heures.

Le calcul des heures d'absence est établi à partir du domicile ou lieu de résidence sur la base des horaires des moyens de transport en commun dont le travailleur peut disposer.

Le Roi peut modifier la limite quotidienne prévue au premier alinéa du présent paragraphe. Il peut aussi étendre le régime qui y est prévu à tous les travailleurs d'un chantier ou d'un atelier lorsque la majorité des travailleurs qui y sont occupés ne peuvent rejoindre chaque jour leur domicile ou lieu de résidence.

Art. 7.

La durée du travail hebdomadaire fixée à l'article 4, peut être répartie inégalement sur les sept jours de la semaine en ce qui concerne le personnel paramédical occupé par des établissements ou des personnes dispensant des soins de santé, de prophylaxie ou d'hygiène.

Toute répartition de la durée du travail hebdomadaire prévoyant des services de moins de trois heures est interdite.

Art. 8.

Dans les entreprises où le travail est organisé par équipes successives, le personnel peut être occupé au-delà des limites fixées à l'article 4, à condition que la durée moyenne du travail, calculée sur une période maximum de quatre semaines ne dépasse pas ces mêmes limites.

Le Roi peut, fixer un délai de répartition supérieur à quatre semaines.

La durée du travail ne peut excéder dix heures par jour.

Ten aanzien van de werknemers van de zeevaartondernemingen en van de ondernemingen van vervoer langs de binnenwateren kan de Koning, op voorstel van het bevoegde paritair comité, de modaliteiten van toepassing van het bepaalde in het eerste lid bepalen.

De arbeidsduur van de werknemers tewerkgesteld in de mijnen, groeven en graverijen, bevat de tijd die normaal nodig is om af te dalen of naar boven te gaan naar de plaats van het werk en om ervan terug naar boven te komen of om ervan terug af te dalen.

Art. 5.

De arbeidsdag is begrepen tussen zes en twintig uur.

AFDELING 2. — Afwijkingen.

1° Afwijkingen waarvoor geen toelating vereist is.

Art. 6.

§ 1. De dagelijkse grens van de arbeidsduur kan op negen uren worden gebracht wanneer de arbeidstijdregeling per week een halve, een hele of meer dan een rustdag, behalve de zondag, omvat.

§ 2. Ze kan op tien uren worden gebracht voor de werknemers die wegens de afstand van de werkplaats niet elke dag naar hun woon- of verblijfplaats kunnen terugkeren.

Onder werknemers die niet elke dag naar hun woon- of verblijfplaats kunnen terugkeren, wordt verstaan degenen die gedurende meer dan veertien uren moeten van huis zijn.

De berekening van de uren afwezigheid geschiedt vanaf de woon- of verblijfplaats op basis van de dienstregelingen der gemeenschappelijke vervoermiddelen die de werknemer ter beschikking staan.

De Koning kan de dagelijkse grens waarvan sprake in het eerste lid van deze paragraaf wijzigen. Hij kan eveneens de erin bepaalde regeling uitbreiden tot alle werknemers van een werf of van een werkplaats wanneer de meerderheid van de aldaar tewerkgestelde werknemers niet elke dag naar hun woon- of verblijfplaats kunnen terugkeren.

Art. 7.

De wekelijkse arbeidsduur, bepaald bij artikel 4, kan ongelijkmatig worden verdeeld over de zeven dagen van de week wat betreft het paramedisch personeel tewerkgesteld bij instellingen of door personen die geneeskundige, profylactische of hygiënische verzorging verlenen.

Iedere verdeling van de wekelijkse arbeidsduur, die in dienstprestaties van minder dan drie uren voorziet, is verboden.

Art. 8.

In de ondernemingen waar de arbeid met opeenvolgende ploegen is georganiseerd, mag het personeel langer tewerkgesteld worden dan de bij artikel 4 bepaalde tijd, op voorwaarde dat de gemiddelde arbeidsduur, berekend over een periode van maximum vier weken, diezelfde grenzen niet overschrijdt.

De Koning kan een spreidingstermijn vaststellen van meer dan vier weken.

De arbeidsduur mag niet meer belopen dan tien uren per dag.

Art. 9.

Le personnel chargé de l'exécution de travaux qui ne peuvent être interrompus en raison de leur nature peut être occupé au-delà des limites fixées à l'article 4.

La durée du travail ne peut néanmoins excéder pour chaque travailleur une moyenne de cinquante-deux heures par semaine calculée sur une période de trois semaines au moins et de sept semaines au plus.

Compte tenu du repos prévu par la loi sur le repos du dimanche, l'employeur assure à ces travailleurs des repos compensatoires correspondant aux dépassements de la durée du travail, autorisée par l'article 4.

Les repos compensatoires sont octroyés dans les quatre mois qui suivent la période à laquelle ils se rapportent à raison d'un jour complet de repos par dépassement atteignant la durée journalière du travail fixée à l'article 4, premier alinéa.

Art. 10.

Les limites fixées à l'article 4 peuvent être dépassées, pendant sept jours, par année civile au maximum en ce qui concerne les travailleurs occupés à des travaux d'inventaire et de bilan.

Dans les quatre mois de ce dépassement, l'employeur assure à ces travailleurs des repos compensatoires correspondant au dépassement de la durée du travail hebdomadaire prévue par l'article 4, premier alinéa.

Art. 11.

Les travailleurs soumis aux dispositions de la présente loi, peuvent être occupés avant six heures et après vingt heures :

1° dans les hôtels, motels, terrains de camping, restaurants, entreprises de restauration, chez les traiteurs, dans les salons de consommation et débits de boissons;

2° dans les entreprises de spectacles et jeux publics;

3° dans les entreprises de journaux;

4° dans les agences d'information et les agences de voyage;

5° dans les entreprises de réparation et d'entretien des navires;

6° dans les entreprises de distribution d'eau;

7° dans les entreprises de distribution de produits pétroliers aux particuliers;

8° dans les entreprises vendant au détail des carburants et des huiles pour les véhicules automobiles, mais uniquement lorsqu'ils sont occupés à la vente;

9° dans les entreprises exploitant des emplacements de parking pour véhicules automobiles;

10° dans les entreprises de production, de transformation ou de transport de gaz, d'électricité, de vapeur ou d'énergie nucléaire;

11° dans les entreprises où les matières mises en œuvre sont susceptibles d'altération très rapide et seraient exposées à périr dans le cas d'une interruption trop longue de travail;

12° dans les entreprises de photographie et de cinéma ainsi que dans les entreprises de distribution de radiodiffusion et de télévision;

13° dans les boulangeries et pâtisseries;

Art. 9.

Het personeel, belast met de uitvoering van werken die wegens hun aard niet mogen worden onderbroken, mag langer tewerkgesteld worden dan de bij artikel 4 bepaalde tijd.

Niettemin mag de arbeidsduur voor elke werknemer niet meer belopen dan een gemiddelde van tweeënvijftig uren per week, berekend over een periode van ten minste drie en ten hoogste zeven weken.

Rekening houdend met de rusttijden bepaald bij de wet op de zondagsrust, verleent de werkgever aan die werknemers inhaalrusttijden in overeenstemming met de overschrijdingen van de arbeidsduur die toegelaten is bij artikel 4.

De inhaalrusttijden worden toegekend binnen de vier maanden die volgen op de periode waarop zij betrekking hebben, naar rata van een volledige rustdag per overschrijding die de door artikel 4, eerste lid, gestelde dagelijkse arbeidsduur bereikt.

Art. 10.

De bij artikel 4 gestelde grenzen mogen gedurende maximum zeven dagen per kalenderjaar worden overschreden door de werknemers die tewerkgesteld zijn aan werken van inventarissen en balansen.

Binnen vier maanden na deze overschrijding verleent de werkgever aan deze werknemers inhaalrusttijden welke overeenstemmen met de overschrijding van de wekelijkse arbeidsduur, bepaald bij artikel 4, eerste lid.

Art. 11.

De werknemers die onder toepassing van de bepalingen van deze wet vallen, mogen vóór zes uur en na twintig uur tewerkgesteld zijn :

1° in de hotels, motels, kampeerterreinen, spijshuizen, restauratiebedrijven, in de traiteurszaken, in de verbruiks-zalen en dranksluiterijen;

2° in de schouwspelondernemingen en openbare vermakelijkheden;

3° in de dagbladondernemingen;

4° in de nieuws- en reisagentschappen;

5° in de ondernemingen voor scheepsherstelling en -onderhoud;

6° in de watervoorzieningsbedrijven;

7° in de ondernemingen voor verdeling van petroleumprodukten aan particulieren;

8° in de ondernemingen die brandstof en olie voor auto-voertuigen in 't klein verkopen, doch alleen wanneer zij met de verkoop belast zijn;

9° in de ondernemingen die autoparkeerterreinen exploiteren;

10° in de ondernemingen voor produktie, verwerking of overbrenging van gas, elektriciteit, stoom of kernenergie;

11° in de bedrijven waar de verwerkte stoffen zeer snel kunnen ontaarden en zouden blootgesteld zijn aan bederf in geval van een te lange arbeidsonderbreking;

12° in de fotografie en filmbedrijven, alsook in de bedrijven voor radio- en televisiedistributie;

13° in de brood- en banketbakkerijen;

14° dans des établissements ou par des personnes dispensant des soins de santé, de prophylaxie ou d'hygiène;

15° à des travaux de transport, chargement et déchargement;

16° à des travaux dont l'exécution ne peut, en raison de leur nature, être interrompue ou retardée ou ne peut avoir lieu qu'à des heures déterminées;

17° à des travaux organisés par équipes successives;

18° à des travaux d'inventaire et de bilan dans les limites fixées à l'article 10;

19° à des travaux agricoles;

20° dans les pharmacies.

Art. 12.

Les limites fixées ou prévues par la présente loi et ses arrêtés d'exécution peuvent être dépassées en ce qui concerne les travailleurs occupés à :

1° des travaux entrepris en vue de faire face à un accident survenu ou imminent;

2° des travaux urgents à effectuer aux machines ou au matériel et des travaux commandés par une nécessité imprévue pour autant que l'exécution en dehors des heures de travail soit indispensable pour éviter une entrave sérieuse à la marche normale de l'exploitation.

Les travaux prévus au premier alinéa peuvent être exécutés tant par les travailleurs occupés dans l'entreprise que par les travailleurs occupés dans une autre entreprise.

Les dispositions du présent article ne portent pas préjudice à celles des articles 76 et 77 des lois sur les mines, minières et carrières, coordonnées par arrêté royal du 15 septembre 1919.

2° Dérogations nécessitant une autorisation préalable.

Art. 13.

Pour les travailleurs occupés dans les branches d'activité, les catégories d'entreprises ou les branches d'entreprises où les limites fixées à l'article 4 ne peuvent être appliquées, le Roi peut autoriser :

1° le dépassement de ces limites, à condition que, durant une période déterminée, il ne soit pas travaillé en moyenne plus de quarante-cinq heures par semaine;

2° la répartition inégale de la durée hebdomadaire du travail sur la semaine.

Art. 14.

Le Roi peut permettre de dépasser les limites prévues à l'article 4 pour les travailleurs occupés :

1° dans les branches d'activité dans lesquelles le temps nécessaire à l'exécution du travail ne peut, en raison de sa nature même, être déterminé d'une manière précise;

2° dans les branches d'activité où les matières mises en œuvre sont susceptibles d'altération très rapide.

Dans chaque cas, le Roi détermine le nombre maximum d'heures autorisé.

14° in instellingen of door personen die geneeskundige, profylactische of hygiënische verzorging verlenen;

15° aan werken van vervoer, laden en lossen;

16° aan werken waarvan de uitvoering, wegens de aard ervan, niet mag onderbroken of uitgesteld worden of slechts op bepaalde uren kan geschieden;

17° aan werken verricht door opeenvolgende ploegen;

18° aan werken van inventarissen en balansen, binnen de grenzen bepaald bij artikel 10;

19° aan landbouwwerk;

20° in de apotheken.

Art. 12.

De bij deze wet en haar uitvoeringsbesluiten gestelde of bepaalde grenzen mogen worden overschreden, wanneer het werknemers betreft die :

1° arbeid verrichten om het hoofd te bieden aan een voorgekomen of dreigend ongeval;

2° dringend werk aan de machines of aan het materieel uitvoeren, alsmede aan werk dat door een onvoorziene noodzakelijkheid wordt vereist, voor zover de uitvoering ervan buiten de arbeidsuren onontbeerlijk is om een ernstige belemmering van de normale werking van het bedrijf te voorkomen.

De in het eerste lid bepaalde werken mogen worden uitgevoerd, zowel door de in de onderneming tewerkgestelde werknemers als door de werknemers die werkzaam zijn in een andere onderneming.

De bepalingen van dit artikel doen geen afbreuk aan die van de artikelen 76 en 77 van de bij koninklijk besluit van 15 september 1919 gecoördineerde wetten op de mijnen, groeven en graverijen.

2° Afwijkingen die een voorafgaande toelating vereisen.

Art. 13.

Voor de werknemers tewerkgesteld in de bedrijfstakken, de categorieën van ondernemingen of de takken van ondernemingen waarin de bij artikel 4 gestelde grenzen niet kunnen worden toegepast, kan de Koning toestaan dat :

1° die grenzen worden overschreden, op voorwaarde dat over een bepaalde periode gemiddeld niet langer wordt gewerkt dan vijfenveertig uren per week;

2° de wekelijkse arbeidsduur op ongelijke wijze over de week wordt verdeeld.

Art. 14.

De Koning kan toestaan dat de bij artikel 4 bepaalde grenzen worden overschreden voor de werknemers tewerkgesteld :

1° in de bedrijfstakken waarin de tijd, nodig voor het verrichten van de arbeid, wegens de aard zelf van het werk, niet nauwkeurig kan worden bepaald;

2° in de bedrijfstakken waarin de verwerkte stoffen zeer snel kunnen ontaarden.

De Koning bepaalt, voor ieder geval, het toegestane maximum aantal uren.

Art. 15.

Pour les travailleurs occupés aux travaux préparatoires ou complémentaires qui doivent nécessairement être effectués en dehors du temps assigné au travail général de production, le Roi peut permettre de dépasser les limites fixées par les articles 4 et 5.

Le Roi détermine les travaux préparatoires ou complémentaires visés au présent article.

L'employeur assure aux travailleurs occupés aux travaux visés par le présent article des repos compensatoires correspondant aux dépassements de la durée du travail autorisée par l'article 4.

Les repos compensatoires sont octroyés dans les quatre mois qui suivent la période à laquelle ils se rapportent à raison d'un jour complet de repos par dépassement atteignant la durée journalière du travail fixée à l'article 4, premier alinéa.

Art. 16.

Le Roi peut permettre de dépasser les limites prévues à l'article 4 pour les travailleurs occupés à des travaux de transport, de chargement et de déchargement.

La durée hebdomadaire de leur travail, calculée sur une période de quatre semaines au maximum ne peut dépasser quarante-cinq heures.

Art. 17.

§ 1^{er}. En vue de faire face à un surcroît extraordinaire de travail, les limites fixées par la présente loi et ses arrêtés d'exécution, peuvent être dépassées pendant treize semaines par année civile à raison d'une heure par jour et de cinq heures par semaine au maximum, en vertu d'une décision de la commission paritaire compétente, rendue obligatoire par arrêté royal, conformément aux dispositions de l'arrêté-loi du 9 juin 1945 fixant le statut des commissions paritaires. La durée de validité de cette décision ne peut excéder douze mois mais peut être prorogée pour une même période.

Toutefois, pour les branches d'activités soumises à l'influence des intempéries, les limites fixées par la présente loi et ses arrêtés d'exécution peuvent être dépassées, pendant soixante-cinq heures par année civile, à raison d'une heure par jour au maximum.

L'employeur qui veut faire usage des dérogations prévues au présent paragraphe doit en avertir au moins vingt-quatre heures à l'avance le fonctionnaire désigné par le Roi en vertu de l'article 27 et dans le ressort duquel est située l'entreprise.

§ 2. En vue de faire face à un surcroît extraordinaire de travail, les limites fixées par la présente loi et ses arrêtés d'exécution, peuvent être dépassées dans une entreprise déterminée pendant treize semaines par année civile, à raison de deux heures par jour et de dix heures par semaine au maximum, en vertu d'une autorisation accordée par le fonctionnaire visé au § 1^{er}, alinéa 3. Cette autorisation n'est accordée qu'après accord entre l'employeur et le ou les groupements auxquels sont affiliés la majorité des travailleurs intéressés ou, à défaut de pareil groupement, la majorité des travailleurs intéressés.

Art. 15.

Voor de werknemers die voorbereidend werk of nawerk verrichten, dat noodzakelijk buiten de voor de bedrijfsarbeid vastgestelde tijd moet worden gedaan, kan de Koning een overschrijding van de bij de artikelen 4 en 5 bepaalde grenzen toestaan.

De Koning bepaalt het bij dit artikel bedoeld voorbereidend werk of nawerk.

De werkgever verleent aan de bij dit artikel bedoelde werken tewerkgestelde werknemers inhaalrusttijden welke overeenstemmen met de overschrijdingen van de bij artikel 4 toegelaten arbeidsduur.

De inhaalrusttijden worden toegekend binnen vier maanden na de periode waarop zij betrekking hebben, naar rata van een volledige rustdag per overschrijding die de bij artikel 4, eerste lid, gestelde dagelijkse arbeidsduur bereikt.

Art. 16.

De Koning kan toelaten de bij artikel 4 bepaalde grenzen te overschrijden voor de werknemers die tewerkgesteld zijn aan werken van vervoer, laden en lossen.

De wekelijkse duur van hun arbeid, berekend over een periode van maximum vier weken, mag niet meer dan vijfenvertig uren per week belopen.

Art. 17.

§ 1. Ten einde het hoofd te bieden aan een buitengewone vermeerdering van het werk, mogen de door deze wet en haar uitvoeringsbesluiten gestelde grenzen overschreden worden gedurende dertien weken per kalenderjaar, naar rata van ten hoogste één uur per dag en vijf uren per week, ingevolge een beslissing van het bevoegd paritair comité, algemeen bindend verklaard bij koninklijk besluit, overeenkomstig de bepalingen van de besluitwet van 9 juni 1945 tot vaststelling van het statuut der paritaire comités. De geldigheidsduur van deze beslissing mag niet meer dan twaalf maanden belopen, maar kan voor een zelfde periode verlengd worden.

Voor de bedrijfstakken die onderhevig zijn aan slechte weersomstandigheden, mogen de door deze wet en haar uitvoeringsbesluiten gestelde grenzen evenwel overschreden worden gedurende vijftien uren per kalenderjaar, naar rata van ten hoogste één uur per dag.

De werkgever die gebruik wenst te maken van de in deze paragraaf bepaalde afwijkingen, moet ten minste vieren-twintig uren vooraf de door de Koning krachtens artikel 27 aangewezen ambtenaar, in wiens ambtsgebied de onderneming gelegen is, verwittigen.

§ 2. Ten einde het hoofd te bieden aan een buitengewone vermeerdering van het werk, mogen de door deze wet en haar uitvoeringsbesluiten gestelde grenzen in een onderneming overschreden worden gedurende dertien weken per kalenderjaar, naar rata van ten hoogste twee uren per dag en tien uren per week, ingevolge een toelating verleend door de in § 1, derde lid, bedoelde ambtenaar. Deze toelating wordt niet verleend dan na akkoord tussen de werkgever en de organisatie of organisaties, waarbij de meerderheid van de betrokken werknemers is aangesloten, of, bij ontstentenis van zulke organisaties, de meerderheid van de betrokken werknemers.

§ 3. Lorsqu'il est fait usage des dérogations prévues aux §§ 1 et 2, les limites de la durée du travail ne peuvent en aucun cas être dépassées de plus de deux heures par jour, ni de plus de dix heures par semaine, ni de plus de cent trente heures par année civile.

3° *Durée maximum du travail en cas de dérogation.*

Art. 18.

Sauf dans les cas prévus aux articles 9 et 12 la durée du travail ne peut en aucune manière dépasser onze heures par jour même en cas de cumul des dérogations prévues par ou en vertu de la présente loi.

SECTION 3. — Réduction de la durée du travail.

Art. 19.

Les limites maxima de la durée du travail fixées par la présente loi et ses arrêtés d'exécution peuvent être réduites par une décision de la commission paritaire compétente rendue obligatoire par le Roi conformément aux dispositions de l'arrêté-loi du 9 juin 1945 fixant le statut des commissions paritaires et applicable à tout ou partie de la branche d'activité intéressée.

A défaut de commission paritaire compétente, la durée du travail peut être réduite par le Roi sur proposition du Conseil national du Travail.

Art. 20.

Sans préjudice des dispositions de conventions plus favorables, les diminutions de la durée du travail, résultant de l'application de la présente loi, ne peuvent entraîner en aucun cas une diminution de la rémunération.

SECTION 4. — Rémunérations des heures supplémentaires.

Art. 21.

Est à considérer comme travail supplémentaire, tout travail effectué au-delà de huit heures par jour ou de quarante-cinq heures par semaine.

Toutefois, dans les cas prévus aux articles 6, 8, 9 et 19, seul le travail effectué en dehors des conditions et au-delà des limites quotidiennes ou autres fixées par ou en vertu de ces articles, doit être considéré comme travail supplémentaire.

Il en est de même pour les régimes particuliers qui, en application de l'article 13, permettent la répartition de 90 heures en deux semaines consécutives.

En ce qui concerne les travailleurs visés à l'article 7 le travail effectué au-delà de neuf heures par jour est à considérer comme travail supplémentaire.

Le travail supplémentaire est rémunéré à un montant qui dépasse de 25 % au moins celui de la rémunération ordinaire. Toutefois, pour les heures supplémentaires qui dépassent de plus de deux heures la limite journalière ou hebdomadaire, la majoration est de 50 % au moins. Elle est de 100 % au moins lorsque le travail supplémentaire est effectué un dimanche ou pendant les jours de repos accordés en vertu de la législation sur les jours fériés payés.

§ 3. Bij gebruik van de afwijkingen als bepaald in de §§ 1 en 2, mogen de grenzen van de arbeidsduur in geen geval overschreden worden met meer dan twee uren per dag, noch met meer dan tien uren per week, noch met meer dan honderddertig uren per kalenderjaar.

3° *Maximum arbeidsduur in geval van afwijking.*

Art. 18.

Behoudens de in de artikelen 9 en 12 bedoelde gevallen mag de arbeidsduur op geen enkele wijze elf uren per dag overschrijden, zelfs in geval van samenvoeging van de afwijkingen als bepaald bij of krachtens deze wet.

AFDELING 3. — Beperking van de arbeidsduur.

Art. 19.

De door deze wet en haar uitvoeringsbesluiten vastgestelde maximumgrenzen van de arbeidsduur mogen ingekort worden ingevolge een beslissing van het bevoegde paritair comité, door de Koning algemeen bindend verklaard overeenkomstig de bepalingen van de besluitwet van 9 juni 1945 tot vaststelling van het statuut der paritaire comités en die van toepassing is op het geheel of op een gedeelte van de betrokken bedrijfstak.

Bij ontstentenis van een bevoegd paritair comité mag de arbeidsduur, op voorstel van de Nationale Arbeidsraad, door de Koning verkort worden.

Art. 20.

Onverminderd de bepalingen van gunstiger overeenkomsten mogen de verkortingen van de arbeidsduur, die uit de toepassing van deze wet voortvloeien, in geen geval loonsverlaging ten gevolge hebben.

AFDELING 4. — Loon voor de overuren.

Art. 21.

Als overwerk dient te worden beschouwd elke arbeid die wordt verricht boven acht uren per dag of vijfenveertig uren per week.

Evenwel moet in de gevallen, bepaald bij de artikelen 6, 8, 9 en 19, alleen als overwerk worden beschouwd de arbeid verricht buiten de voorwaarden en boven de dagelijkse of andere grenzen gesteld bij of krachtens deze artikelen.

Dit geldt ook voor de bijzondere regelingen waarbij, ingevolge toepassing van artikel 13, de verdeling van 90 uren over twee opeenvolgende weken wordt toegestaan.

Voor de werknemers in artikel 7 vermeld, dient als overwerk te worden beschouwd de arbeid verricht boven negen uren per dag.

Overwerk wordt betaald tegen een bedrag dat ten minste 25 % hoger is dan het gewone loon. Voor de overuren die de dagelijkse of de wekelijkse grens met meer dan twee uren overschrijden, bedraagt de verhoging echter ten minste 50 %. De verhoging bedraagt evenwel ten minste 100 % voor overwerk op zondag en op de rustdagen toegekend krachtens de wetgeving op de betaalde feestdagen.

SECTION 5. — Dispositions relatives aux horaires de travail.

Art. 22.

Pour les travailleurs qui ne bénéficient pas des dispositions de la loi du 15 juin 1896 sur les règlements d'atelier, un avis rédigé par l'employeur indique l'heure du début et de la fin du travail, le moment ainsi que la durée des intervalles de repos. Cet avis est et reste affiché dans les locaux de l'établissement à un endroit apparent et accessible à tous les travailleurs.

Tout nouveau régime de travail est porté à la connaissance des intéressés dans le plus bref délai et en tout cas au moins vingt-quatre heures à l'avance à l'aide d'un avis affiché à l'endroit prévu au premier alinéa.

Les avis sont datés et signés par l'employeur ou son préposé et indiquent la date de l'entrée en vigueur du changement de régime qui s'y trouve énoncé. Les travailleurs ont le droit d'en prendre copie.

Lorsque le régime ou le changement de régime aura cessé d'être en vigueur, l'avis qui s'y rapporte doit être conservé pendant un an.

Les avis visés au présent article sont envoyés aux fonctionnaires ou agents désignés par le Roi.

Art. 23.

Sauf dans les cas prévus aux articles 10, 11, 5° et 15°, 12, 14 et 17, il est interdit de faire ou de laisser travailler en dehors du temps de travail prévu au règlement d'atelier, et aux avis prévus à l'article 22.

CHAPITRE III.

Dispositions générales.

SECTION 1. — Suspension de l'application de la loi.

Art. 24.

Le Roi peut suspendre l'application en tout ou en partie des dispositions de la présente loi :

1° en cas de guerre ou en cas d'événements présentant un danger pour la sécurité nationale;

2° pour des motifs économiques d'ordre national, sur avis conforme du Conseil national du Travail.

SECTION 2. — Consultation.

Art. 25.

§ 1^{er}. Pour exercer les attributions qui lui sont conférées par la présente loi, à l'exception de celles qui sont prévues par l'article 24, le Roi prend l'avis de la commission paritaire compétente ou de l'organe paritaire intéressé, qui a été créé par ou en vertu d'une loi pour certaines catégories de personnes auxquelles la réglementation est applicable.

Cet avis est toutefois donné par le Conseil national du Travail lorsque le règlement relève de la compétence de plusieurs commissions ou organes paritaires, ou à défaut de tels organes ou commissions.

Les organismes consultés font parvenir leur avis dans les deux mois de la demande qui leur en est faite, à défaut de quoi il sera passé outre.

AFDELING 5. — Bepalingen betreffende de arbeidstijdsregeling.

Art. 22.

Voor de werknemers die niet in aanmerking komen voor de bepalingen der wet van 15 juni 1896 nopens het werkplaatsreglement moet in een door de werkgever opgesteld bericht het uur van aanvang en van stopzetting van het werk, het tijdstip alsmede de duur van de rusttijden worden vermeld. Dat bericht wordt en blijft aangeplakt in de lokalen van de inrichting op een zichtbare plaats die voor alle werknemers toegankelijk is.

Elke nieuwe arbeidstijdsregeling wordt binnen de kortst mogelijke termijn en ten minste vierentwintig uren tevoren ter kennis van de belanghebbenden gebracht, door middel van een bericht dat op de in het eerste lid bepaalde plaats wordt aangeplakt.

De berichten worden door de werkgever of zijn aangestelde gedateerd en ondertekend en vermelden de datum waarop de erin vervatte verandering in de arbeidstijdsregeling ingaat. De werknemers hebben het recht ervan afschrift te nemen.

Wanneer de regeling of de verandering hierin niet meer van kracht is, moet het desbetreffende bericht gedurende één jaar worden bewaard.

De in dit artikel bedoelde berichten worden aan de door de Koning aangewezen ambtenaren of beambten gezonden.

Art. 23.

Behoudens in de bij de artikelen 10, 11, 5° en 15°, 12, 14 en 17 bedoelde gevallen is het verboden arbeid te doen of te laten verrichten buiten de arbeidstijd, bedoeld in het werkplaatsreglement en in de in artikel 22 bedoelde berichten.

HOOFDSTUK III.

Algemene bepalingen.

AFDELING 1. — Schorsing van de toepassing van de wet.

Art. 24.

De Koning kan de toepassing van de bepalingen van deze wet geheel of gedeeltelijk schorsen :

1° in geval van oorlog of bij gebeurtenissen die een gevaar opleveren voor 's lands veiligheid;

2° om economische redenen van nationale aard, op eensluidend advies van de Nationale Arbeidsraad.

AFDELING 2. — Advies.

Art. 25.

§ 1. Ter uitoefening van de hem door deze wet toegekende bevoegdheden, met uitzondering van die bepaald bij artikel 24, wint de Koning het advies in van het bevoegde paritair comité of van het betrokken paritair samengesteld orgaan, dat door of krachtens een wet is ingesteld voor bepaalde categorieën van personen, waarop de verordening van toepassing is.

Dit advies wordt echter gegeven door de Nationale Arbeidsraad, wanneer de verordening behoort tot de bevoegdheid van verscheidene paritaire comités of organen, of bij ontstentenis van dergelijke organen of comités.

De geraadpleegde instellingen delen hun advies mede binnen twee maanden nadat hun het verzoek daartoe is gedaan; zoniet, wordt er geen rekening mede gehouden.

§ 2. Les commissions paritaires peuvent d'initiative faire des propositions concernant la durée du travail au Ministre qui a le travail dans ses attributions.

SECTION 3. — Surveillance.

Art. 26.

Les employeurs, à l'exclusion des personnes visées à l'article premier, alinéa 2, 2°, doivent se conformer aux dispositions des arrêtés pris en exécution de la loi du 26 janvier 1951 relative à la simplification des documents dont la tenue est imposée par la législation sociale.

Le Roi peut rendre applicables, en tout ou en partie, les dispositions de la loi du 26 janvier 1951 précitée et de ses arrêtés d'exécution aux personnes visées à l'article premier, alinéa 2, 2°.

Art. 27.

Sans préjudice des devoirs incombant aux officiers de police judiciaire, les fonctionnaires et agents désignés par le Roi surveillent l'exécution de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution.

Art. 28.

Les fonctionnaires et agents visés à l'article 27 peuvent, dans l'exercice de leur mission :

1° pénétrer librement, à toute heure du jour et de la nuit, sans avertissement préalable, dans tous les établissements, parties d'établissements, locaux ou autres lieux de travail où sont occupées des personnes soumises aux dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution; toutefois, dans les locaux habités, ils ne peuvent pénétrer qu'avec l'autorisation préalable du juge de paix;

2° procéder à tous examens, contrôles et enquêtes, et recueillir toutes informations qu'ils estiment nécessaires pour s'assurer que les dispositions légales et réglementaires sont effectivement observées et notamment :

a) interroger, soit seuls, soit ensemble, l'employeur, ses préposés ou mandataires ainsi que les travailleurs et les membres des délégations syndicales au sein de l'entreprise, sur tous faits dont la connaissance est utile à l'exercice de la surveillance;

b) se faire produire sans déplacement tous livres, registres et documents dont la tenue est prescrite par la présente loi et ses arrêtés d'exécution, d'en établir des copies ou extraits;

c) prendre connaissance et copie de tous livres, registres et documents qu'ils jugent nécessaires à l'accomplissement de leur mission;

d) ordonner l'affichage des documents dont l'apposition est prévue par la présente loi et ses arrêtés d'exécution.

Art. 29.

Les fonctionnaires et agents visés à l'article 27 ont le droit de donner des avertissements, de fixer au contrevenant un délai destiné à lui permettre de se mettre en règle, de dresser des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire.

§ 2. De paritaire comités kunnen op eigen initiatief voorstellen betreffende de arbeidsduur doen aan de Minister tot wiens bevoegdheid de arbeid behoort.

AFDELING 3. — Toezicht.

Art. 26.

De werkgevers, met uitzondering van de bij artikel 1, tweede lid, 2°, bedoelde personen, moeten zich schikken naar de bepalingen van de besluiten, genomen ter uitvoering van de wet van 26 januari 1951 betreffende de vereenvoudiging van de documenten waarvan het bijhouden voorgeschreven is door de sociale wetgeving.

De Koning kan de bepalingen van voormelde wet van 26 januari 1951 en van de uitvoeringsbesluiten ervan geheel of gedeeltelijk van toepassing maken op de bij het eerste artikel, tweede lid, 2°, bedoelde personen.

Art. 27.

Onverminderd de plichten van de officieren van gerechtelijke politie, houden de door de Koning aangewezen ambtenaren en beambten toezicht op de uitvoering van deze wet en de uitvoeringsbesluiten ervan.

Art. 28.

De in artikel 27 bedoelde ambtenaren en beambten mogen, bij de uitoefening van hun opdracht :

1° op gelijk welk ogenblik van de dag of van de nacht, zonder voorafgaande verwittiging, vrij binnengaan in alle inrichtingen, gedeelten van inrichtingen, lokalen of andere werkplaatsen, waar personen tewerkgesteld zijn die onder de bepalingen van deze wet en van de uitvoeringsbesluiten ervan vallen; tot de bewoonde lokalen hebben zij evenwel alleen toegang wanneer de vrederechter vooraf toestemming heeft verleend;

2° gelijk welk onderzoek, gelijk welke controle en enquête instellen, alsmede alle inlichtingen inwinnen, die zij nodig achten om zich ervan te vergewissen dat de wettelijke en reglementaire bepalingen werkelijk worden nageleefd, en met name :

a) de werkgever, zijn aangestelden of lasthebbers evenals de werknemers en de leden van de syndicale afvaardigingen van de onderneming hetzij alleen, hetzij te zamen onderwerpen over alle feiten, welke het nuttig is te kennen voor de uitoefening van het toezicht;

b) zich zonder verplaatsing alle boeken, registers en documenten doen overleggen, die bij deze wet en de uitvoeringsbesluiten ervan zijn voorgeschreven, en afschriften of uittreksels ervan opmaken;

c) inzage en afschrift nemen van alle boeken, registers en documenten, die zij voor het volbrengen van hun opdracht nodig achten;

d) gelasten dat de documenten worden aangeplakt, die krachtens deze wet en de uitvoeringsbesluiten ervan moeten geafficheerd worden.

Art. 29.

De in artikel 27 bedoelde ambtenaren en beambten hebben het recht waarschuwingen te geven, voor de overtreder een termijn te bepalen om zich in orde te stellen en processen-verbaal op te maken die bewijskracht hebben tenzij het tegendeel wordt bewezen.

Une copie du procès-verbal doit être notifiée au contrevenant dans les sept jours de la constatation de l'infraction à peine de nullité.

Art. 30.

Les fonctionnaires et agents visés à l'article 27 peuvent, dans l'exercice de leurs fonctions, requérir l'assistance de la police communale et de la gendarmerie.

SECTION 4. — Dispositions pénales.

Art. 31.

Sans préjudice des articles 269 à 274 du Code pénal, sont punis d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 26 à 500 francs ou d'une de ces peines seulement :

1° l'employeur, ses préposés ou mandataires qui ont fait ou laissé travailler contrairement aux dispositions de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution;

2° l'employeur, ses préposés ou mandataires qui ne se sont pas conformés aux dispositions des articles 9, 10, 15, 20, 21, 22 et 23;

3° l'employeur, ses préposés ou mandataires ainsi que les travailleurs qui ont mis obstacle à la surveillance organisée en vertu de la présente loi.

Art. 32.

En ce qui concerne les infractions prévues à l'article 31, 1° et 2°, l'amende est appliquée autant de fois qu'il y a eu de personnes employées en contravention des dispositions de la loi ou de ses arrêtés d'exécution, sans que le montant des peines puisse excéder 50 000 francs.

Art. 33.

En cas de récidive dans l'année qui suit une condamnation, la peine peut être portée au double du maximum.

Art. 34.

L'employeur est civilement responsable des amendes auxquelles ses préposés ou mandataires ont été condamnés.

Art. 35.

Toutes les dispositions du livre I^{er} du Code pénal, le chapitre V excepté mais le chapitre VII et l'article 85 compris, sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

Art. 36.

L'action publique résultant des infractions aux dispositions de la présente loi et des arrêtés pris en exécution de celle-ci se prescrit par un an à compter du fait qui a donné naissance à l'action.

Art. 37.

Par dérogation aux dispositions de l'arrêté-loi du 9 juin 1945 fixant le statut des commissions paritaires, la présente section est applicable aux décisions des commissions paritaires visées à l'article 19.

Op straffe van nietigheid, moet aan de overtreder, binnen zeven dagen na de vaststelling van de overtreding, een afschrift van het proces-verbaal ter kennis worden gebracht.

Art. 30.

De in artikel 27 genoemde ambtenaren en beambten kunnen bij de uitoefening van hun ambt de bijstand van de gemeentepolitie en van de rijkswacht vorderen.

AFDELING 4. — Strafbepalingen.

Art. 31.

Onverminderd de artikelen 269 tot 274 van het Strafwetboek, worden met gevangenisstraf van acht dagen tot een maand en met een geldboete van 26 tot 500 frank of met een van die straffen alleen gestraft :

1° de werkgever, zijn aangestelden of lasthebbers, die arbeid doen of laten verrichten in strijd met de bepalingen van deze wet of van de uitvoeringsbesluiten ervan;

2° de werkgever, zijn aangestelden of lasthebbers die de bepalingen van de artikelen 9, 10, 15, 20, 21, 22 en 23 niet nakomen;

3° de werkgever, zijn aangestelden of lasthebbers evenals de werknemers die het krachtens deze wet georganiseerde toezicht verhinderen.

Art. 32.

Voor de bij artikel 31, 1° en 2°, bepaalde misdrijven, wordt de geldboete zoveel maal toegepast als er personen in strijd met de bepalingen van de wet of van de uitvoeringsbesluiten ervan zijn tewerkgesteld; het bedrag van de geldboete mag evenwel niet hoger zijn dan 50 000 frank.

Art. 33.

Bij herhaling binnen een jaar na een vorige veroordeling kan de straf op het dubbel van het maximum worden gebracht.

Art. 34.

De werkgever is burgerrechtelijk aansprakelijk voor de betaling van de geldboeten waartoe zijn aangestelden of lasthebbers worden veroordeeld.

Art. 35.

Alle bepalingen van boek I van het Strafwetboek, uitgezonderd hoofdstuk V, maar met inbegrip van hoofdstuk VII en van artikel 85, zijn toepasselijk op de misdrijven in deze wet omschreven.

Art. 36.

De publieke rechtsvordering wegens overtreding van de bepalingen van deze wet en van de ter uitvoering ervan genomen besluiten verjaart door verloop van een jaar na het feit waaruit de vordering is ontstaan.

Art. 37.

In afwijking van de bepalingen van de besluitwet van 9 juni 1945 tot vaststelling van het statuut der paritaire comités is deze afdeling van toepassing op de in artikel 19 bedoelde beslissingen van de paritaire comités.

CHAPITRE IV.

Dispositions finales.

Art. 38.

A l'article 2 de la loi du 15 juin 1896 sur les règlements d'atelier, les mots :

« 1° Le commencement et la fin de la journée de travail régulière, les intervalles de repos, les jours de chômage réguliers; »
sont remplacés par les mots :

« 1° Le commencement et la fin de la journée de travail régulière, le moment et la durée des intervalles de repos, les jours de chômage réguliers. »

Art. 39.

L'article 9 de la loi sur le travail des femmes et des enfants, abrogé par la loi du 15 juillet 1957, est rétabli dans le texte suivant :

« Art. 9. — Les articles 7 et 8 ne sont pas applicables aux femmes de plus de 18 ans occupées par des établissements ou des personnes qui dispensent des soins de santé, de prophylaxie ou d'hygiène.

» Toute prestation de nuit, quelle qu'en soit la durée, est toutefois suivie d'un repos de onze heures consécutives au moins. »

Art. 40.

L'article 5, dernier alinéa, de la loi du 9 juillet 1936 instituant la semaine de quarante heures dans les industries ou sections d'industrie où le travail est effectué dans des conditions insalubres, dangereuses ou pénibles, est remplacé par la disposition suivante :

« Une copie du procès-verbal doit être notifiée au contrevenant dans les sept jours de la constatation de l'infraction à peine de nullité. »

Art. 41.

A l'article 6 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « de 26 à 200 francs » figurant au premier alinéa, sont remplacés par les mots « de 26 à 500 francs »;

2° les mots « 2 000 francs » figurant au deuxième alinéa, sont remplacés par les mots « 50 000 francs »;

3° les mots « les peines seront doublées, sans que le total des amendes puisse dépasser 4 000 francs » figurant au troisième alinéa, sont remplacés par les mots « les peines peuvent être portées au double du maximum ».

Art. 42.

A l'article 7 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « de 26 à 200 francs » figurant au premier alinéa, sont remplacés par les mots « de 26 à 500 francs »;

HOOFDSTUK IV.

Slotbepalingen.

Art. 38.

In artikel 2 van de wet van 15 juni 1896 nopens het werkplaatsreglement, worden de woorden :

« 1° het begin en het einde van de regelmatige werkdag, de rustpozen, de regelmatige dagen van werkschoving; »
vervangen door de woorden :

« 1° het begin en het einde van de regelmatige werkdag, het tijdstip en de duur van de rusttijden, de regelmatige werkloosheidsdagen. »

Art. 39.

Artikel 9 van de wet op de arbeid der vrouwen en kinderen, opgeheven door de wet van 15 juli 1957, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Art. 9. — De artikelen 7 en 8 zijn niet toepasselijk op de vrouwen boven 18 jaar die in dienst zijn van instellingen of personen die geneeskundige, profylactische of hygiënische verzorging verlenen.

» Op elke nachtarbeid, ongeacht de duur ervan, moeten evenwel tenminste elf opeenvolgende uren rust volgen. »

Art. 40.

Artikel 5, laatste lid, van de wet van 9 juli 1936 tot invoering van de veertigurige arbeidsweek in de bedrijven of bedrijfstakken waarin onder ongezonde, gevaarlijke of lastige voorwaarden gearbeid wordt, wordt vervangen door volgende bepaling :

« Op straffe van nietigheid moet aan de overtreder, binnen zeven dagen na de vaststelling van de overtreding, een afschrift van het proces-verbaal ter kennis worden gebracht. »

Art. 41.

In artikel 6 van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « van 26 tot 200 frank » die in het eerste lid voorkomen, worden vervangen door de woorden « van 26 tot 500 frank »;

2° de woorden « 2 000 frank », die in het tweede lid voorkomen, worden vervangen door de woorden « 50 000 frank »;

3° de woorden « worden de straffen verdubbeld, zonder dat de totale geldboete 4 000 frank mag overschrijden », die in het derde lid voorkomen, worden vervangen door de woorden « kunnen de straffen op het dubbel van het maximum worden gebracht ».

Art. 42.

In artikel 7 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen gebracht :

1° de woorden « van 26 tot 200 frank », die in het eerste lid voorkomen, worden vervangen door de woorden « van 26 tot 500 frank »;

2° les mots « la peine sera doublée » figurant au second alinéa, sont remplacés par les mots « la peine peut être portée au double du maximum ».

Art. 43.

L'article 9 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. — Toutes les dispositions du livre I^{er} du Code pénal, le chapitre V excepté mais le chapitre VII et l'article 85 compris, sont applicables aux infractions prévues par la présente loi. »

Art. 44.

L'article 9, dernier alinéa, de la loi du 22 décembre 1936 instituant le régime des quatre équipes dans les verreries à vitres automatiques, est remplacé par la disposition suivante :

« Une copie du procès-verbal doit être notifiée au contrevenant dans les sept jours de la constatation de l'infraction à peine de nullité. »

Art. 45.

A l'article 10 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « de 26 à 200 francs » figurant au premier alinéa, sont remplacés par les mots « de 26 à 500 francs » ;

2° les mots « 2 000 francs » figurant au troisième alinéa, sont remplacés par les mots « 50 000 francs » ;

3° les mots « les peines seront doublées sans que le total des amendes puisse dépasser 4 000 francs » figurant au quatrième alinéa, sont remplacés par les mots « les peines peuvent être portées au double du maximum ».

Art. 46.

Aux articles 11 et 12 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « de 26 à 200 francs » figurant au premier alinéa, sont remplacés par les mots « de 26 à 500 francs » ;

2° les mots « la peine sera doublée » figurant au second alinéa, sont remplacés par les mots « la peine peut être portée au double du maximum ».

Art. 47.

L'article 14 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 14. — Toutes les dispositions du livre I^{er} du Code pénal, le chapitre V excepté mais le chapitre VII et l'article 85 compris, sont applicables aux infractions prévues par la présente loi. »

Art. 48.

Le Roi peut modifier les dispositions légales existantes afin de mettre leur texte en concordance avec les dispositions de la présente loi.

2° de woorden « wordt de straf verdubbeld » die in het tweede lid voorkomen, worden vervangen door de woorden « kan de straf op het dubbel van het maximum worden gebracht ».

Art. 43.

Artikel 9 van dezelfde wet wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 9. — Alle bepalingen van boek I van het Strafwetboek, uitgezonderd hoofdstuk V, maar met inbegrip van hoofdstuk VII en van artikel 85, zijn toepasselijk op de misdrijven in deze wet omschreven. »

Art. 44.

Artikel 9, laatste lid, van de wet van 22 december 1936 tot instelling van het regime der vier ploegen in de automatische vensterglasblazerijen, wordt vervangen door volgende bepaling :

« Op straffe van nietigheid, moet aan de overtreder, binnen zeven dagen na de vaststelling van de overtreding, een afschrift van het proces-verbaal ter kennis worden gebracht. »

Art. 45.

In artikel 10 van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « van 26 tot 200 frank », die in het eerste lid voorkomen, worden vervangen door de woorden « van 26 tot 500 frank » ;

2° de woorden « 2 000 frank », die in het derde lid voorkomen, worden vervangen door de woorden « 50 000 frank » ;

3° de woorden « zullen de straffen worden verdubbeld zonder dat het totaal der geldboeten 4 000 frank mag overschrijden », die in het vierde lid voorkomen, worden vervangen door de woorden « kunnen de straffen op het dubbel van het maximum worden gebracht ».

Art. 46.

In artikelen 11 en 12 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « van 26 tot 200 frank », die in het eerste lid voorkomen, worden vervangen door de woorden « van 26 tot 500 frank » ;

2° de woorden « wordt de straf verdubbeld » die in het tweede lid voorkomen, worden vervangen door de woorden « kan de straf op het dubbel van het maximum worden gebracht ».

Art. 47.

Artikel 14 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 14. — Alle bepalingen van boek I van het Strafwetboek, uitgezonderd hoofdstuk V, maar met inbegrip van hoofdstuk VII en van artikel 85, zijn toepasselijk op de misdrijven in deze wet omschreven. »

Art. 48.

De Koning kan de bestaande wetsbepalingen wijzigen om de tekst ervan in overeenstemming te brengen met de bepalingen van deze wet.

Art. 49.

Sont abrogées :

1° la loi du 14 juin 1921 instituant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures, modifiée par les arrêtés royaux des 16 février 1952 et 15 janvier 1954, à l'exception des articles 28 à 31;

2° la loi du 15 juin 1937 étendant la loi sur la journée de huit heures au personnel d'infirmier des établissements hospitaliers, publics et privés, ainsi que des cliniques.

Art. 50.

Les arrêtés pris en exécution de la loi du 14 juin 1921 instituant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures restent en vigueur jusqu'à leur abrogation ou jusqu'à l'expiration de leur validité.

Les arrêtés royaux rendant obligatoires les décisions des commissions paritaires relatives à la durée du travail restent en vigueur jusqu'à l'expiration de leur validité ou jusqu'à leur abrogation ou leur remplacement par des arrêtés pris en exécution de la présente loi ou par des décisions de commissions paritaires rendues obligatoires. Le présent alinéa n'est pas d'application aux dispositions non conformes à la présente loi ou à ses arrêtés d'exécution.

Les arrêtés visés au premier alinéa cessent en tout cas de produire leurs effets deux ans après le dernier jour du mois de la publication de la présente loi.

Art. 51.

La présente loi entre en vigueur le premier jour du septième mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 mars 1964.

Le Président de la Chambre des Représentants,

A. VAN ACKER.

Les Secrétaires,

J. VERCAUTEREN.
M. JAMINET.

Art. 49.

Opgeheven worden :

1° de wet van 14 juni 1921 tot invoering van de achturedag en van de achtenveertigurenweek, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 februari 1952 en 15 januari 1954, met uitzondering van de artikelen 28 tot 31;

2° de wet van 15 juni 1937 tot uitbreiding van de wet betreffende de achturedag tot het infirmeriepersoneel van de openbare en private verplegingsgestichten alsmede van de klinieken.

Art. 50.

De besluiten genomen ter uitvoering van de wet van 14 juni 1921 tot invoering van de achturedag en van de achtenveertigurenweek blijven van kracht totdat zij worden opgeheven of totdat hun geldigheidsduur verstrijkt.

De koninklijke besluiten, waarbij beslissingen van paritaire comités inzake arbeidsduur algemeen bindend zijn verklaard, blijven van kracht totdat hun geldigheidsduur verstrijkt of totdat zij worden opgeheven of vervangen door ter uitvoering van deze wet genomen besluiten of door algemeen bindend verklaarde beslissingen van paritaire comités. Dit lid is niet van toepassing op de bepalingen die niet stroken met deze wet of de uitvoeringsbesluiten ervan.

De in het eerste lid bedoelde besluiten houden in elk geval op uitwerking te hebben twee jaar na de laatste dag van de maand waarin deze wet is bekendgemaakt.

Art. 51.

Deze wet treedt in werking de eerste dag van de zevende maand volgend op die waarin zij in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Brussel, 19 maart 1964.

De Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers,

De Secretarissen,